

Chapitre 10

« La 43^e tribu » : héritage de l'esclavage au Kenya (Frere Town - Mombasa)

Herman Kiriama & Marie Pierre Ballarin

La mémoire de l'esclavage et de ses conséquences sur le présent est un enjeu très important dans le monde contemporain. L'analyse des recompositions identitaires qui lui sont liées sur la longue durée, en privilégiant les aménagements présents, n'a pas été encore réalisée pour la côte kenyane, malgré les travaux importants, la plupart historiques des années 1980-90¹. La mission de Frere Town a été créée à la fin du XIX^e siècle par la *Church Missionary Society* et a accueilli les esclaves, venus du lac Malawi et de Tanzanie, objets d'un commerce dans l'océan Indien contrôlé par l'élite de Mombasa et de Zanzibar et, par la suite, libérés par les Européens. Le but de cet article est d'interroger sur la façon dont leurs héritiers se sont intégrés à la société kenyane tout au long du XX^e siècle et sur la volonté perçue aujourd'hui de revendiquer cette identité bien spécifique révélant des crispations tenaces, car ils sont souvent encore considérés comme étant des étrangers. Aujourd'hui en quoi consiste ce statut « d'ancien esclave » et comment est-il négocié ? Quelles stratégies perçoit-on, que ce soit dans une volonté d'occultation ou au contraire d'affichage, voire de revendication ? Quels sont les discours formels et informels qui sont transmis dans les villages et quartiers connus comme ayant été des implantations de populations serviles ?

Avec l'exemple des « Freretownians », l'idée est de réfléchir aux conséquences sociales de la lutte anti-esclavage au XIX^e et d'appréhender la question d'une identité « d'ex-esclave » qui persiste aujourd'hui, souvent de manière conjoncturelle. De fait, que deviennent au XX^e siècle les esclaves libérés et leurs descendants, réputés sans ancêtres et sans terres ? Quelles sont leurs positions sociales ? Quelles images vont-ils véhiculer eux-mêmes et comment sont-ils vus des autres ? La question de l'identité est essentielle dans la mesure où tout au long du XX^e siècle, elle sera cachée, mais resurgit de façon « utilitaire » ; certains descendants d'esclaves en faisant un enjeu de différenciation statutaire et sociale.

1. Cooper, 1980 ; Morton, 1990 ; Willis 1993.

Plusieurs aspects émergent ici, tels que l'analyse du contexte de production de la catégorie esclaves / descendants d'esclaves ; les réminiscences des anciens rapports de domination ; les enjeux socio-économiques qui en découlent en termes d'accès aux ressources ; les luttes politiques via les récits élaborés à partir d'événements et les discours ; l'instrumentalisation des identités ethniques et raciales dans les revendications sociales ; les reconfigurations des rapports à la culture, à l'histoire ; enfin, la mise en patrimonialisation à des fins politiques et identitaires. L'objectif est de produire une analyse de la revitalisation patrimoniale de ce type d'héritage et l'usage « durable » qui peuvent faire les communautés de cette culture et de cette histoire qui reste très sensible.

La création de la mission de Frere Town

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le gouvernement britannique, sous la pression intense des missionnaires et des abolitionnistes, fait voter, entre 1807 et 1832, des lois qui proscrivent l'esclavage et le commerce des esclaves dans son empire. En Afrique orientale, la première étape est d'obtenir du Sultan de Zanzibar, Seyyid Saïd qu'il ratifie en 1822 le traité Moresby, qui lui demande d'utiliser ses pouvoirs pour interdire et empêcher la vente d'esclaves aux Européens et permettre aussi à la Marine royale britannique d'arrêter tous les navires de traite dans les eaux de l'océan Indien oriental. Le traité Moresby n'interdit cependant pas le commerce d'esclaves avec le Moyen-Orient, ce qui a pour conséquence de ranimer les activités de traite dans cette région. À partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, les Busaidi font de Zanzibar leur base politique en même temps qu'ils développent les plantations de girofles et participent activement au commerce de traite. Ils créent ainsi un vaste empire commercial. En 1845, le Sultan signe un autre accord, le Traité Hammerton, par lequel il consent à interdire l'exportation et l'importation d'esclaves le long de la côte est-africaine.

D'autre part, dans les années 1830, des Africains pris par les croiseurs britanniques sur les navires des traitants parcourant l'océan Indien occidental, la mer Rouge et le golfe Persique, sont envoyés dans les Indes britanniques (200 en 1835) et placés dans des familles ou institutions charitables de Bombay. Sir Bartle Frere y est alors gouverneur et voit en eux un réservoir d'interprètes et d'assistants qui serviront à explorer la côte est-africaine. Autour de 1848, le révérend William Salter Price et sa femme établissent en Inde une mission à Nasik, à environ 150 km de Bombay, sous l'autorité de la *Church Missionary Society* (CMS). Bombay est l'un des endroits phares de la campagne britannique anti-esclavagiste¹. Un

1. Sur les débuts de la mission de Frere Town, cf. Morton, 1990, p. 52-76.

« village chrétien » naît ainsi, sous l'impulsion de Price, et devient un asile pour ces jeunes africains libérés de l'esclavage. Il sera connu sous le nom de « l'orphelinat de Nasik ». Les rescapés sont éduqués, instruits religieusement et reçoivent une formation technique (notamment dans la construction et la menuiserie).

Avec l'amplification de la campagne anti-esclavagiste, Mombasa et la zone côtière deviennent des points d'attache importants. Autour de 1870, Sir Bartle Frere suggère que les esclaves libérés à Aden ou Bombay soient « réinstallés » près de leurs terres originelles ou, tout au moins, dans un climat semblable dans le but de les « civiliser ». En 1873, il négocie un traité avec le sultan Bargash, « The Frere Treaty », et invite le révérend Price à venir établir à Mombasa un village chrétien pour accueillir les esclaves libérés. Frere Town est ainsi créé et prend en charge des Africains repris par les navires de la British Anti-Slavery Naval Patrol ¹. Le territoire de la mission est alors de 667 acres, allant de l'actuel pont de Nyali à Mtwapa (Kengeleni, Mkomani, Nyali, Junda, Mishomoroni...). Il comprend une église, une école et des dortoirs, ainsi qu'une plantation pourvoyant aux besoins des gens associés à la mission.

La station reçoit ses premiers arrivants vers 1874 ; aux alentours de 1888, ils sont environ 3 000. À Freretown, Price est assisté par Mathew Wellington, l'un des Bombay Africans. En 1875, l'orphelinat de Nasik est fermé et tous les étudiants africains sont envoyés à Mombasa. Un an après que la Royal Navy ait établi son protectorat en 1890, près de 4 000 esclaves ont été libérés et sont établis à Frere Town. La mission accueille également plusieurs autres réfugiés, entre autres un nombre important de Giriama, qui avaient fui leurs terres suite à la famine de 1884 ².

1. Morton, 1990, p. 26-27 et p. 111-118. J. Willis et F. Morton ont bien montré que les esclaves pris en charge par les missionnaires n'ont pas formé une communauté unifiée, mais composée de deux types de populations d'origine serviles : les *runaway* (les esclaves marrons) ou *watoro* qui auront fui les plantations des grandes familles omanaises Busaidi et Mazrui à Gasi, Mombasa, Takaungu, Malindi, Lamu ; et ceux qui auront été libérés sur les bateaux britanniques, les *mateka*. Les missionnaires s'emploieront à les abriter dans des endroits différents en fonction de leur statut de *watoro* ou de *mateka* : soit à Rabai, à Fuladoyo, à Ribe, à Mazeras, ou à Frere Town... Rabai sera négligé lorsque Frere Town prendra de l'ampleur car plus saine et encadrant mieux les populations libérées.
2. Les Giriama sont l'un des neuf groupes composant les Mijikenda établis le long de la zone côtière. Selon leurs traditions orales, les Mijikenda qui incluent les Agiriama, Akambe, Aribi, Aravai, Achonyi, Adigo, Aduruma, Adzihana et Akauma, seraient venus d'un territoire mythique, Singwaya (Sud Somalie) et se seraient établis dans la région au cours du XVI^e siècle afin de faire face à la menace d'un groupe de pasteurs venu du Nord. Le mythe Singwaya révèle les enjeux autour de l'ethnicité et les rapports que ces groupes ont entretenus avec les Swahili, leurs voisins ; ainsi que la distinction forte entre une zone urbaine active et un arrière-pays considéré comme arriéré. Originellement, les Mijikenda se sont installés dans six emplacements fortifiés

À la fin du XIX^e siècle, Frere Town abrite ainsi une communauté importante, très spécifique, d'hommes et de femmes déracinés, aux langues parlées variées, sans attaches communes, mais avec une conscience identitaire très forte. Les missionnaires s'emploient à donner à ces esclaves libérés une identité de groupe, fondée sur l'apprentissage de l'anglais et du kiswahili et l'adhésion au christianisme. Ils sont ainsi convertis dès leur arrivée et se voient attribués des noms anglais. Ils fréquentent assidûment l'église, placent leurs enfants dans les écoles missionnaires et sont artisans, paysans, marchands, clercs... Ils adoptent un comportement endogamique, empruntent les conventions et manières des missionnaires et certains traits de la culture britannique, tant dans leurs choix vestimentaires que dans les usages relatifs aux mariages et funérailles. Beaucoup d'entre eux, lettrés, ont bénéficié par la suite d'une certaine réussite sociale par le biais de leur emploi dans l'administration coloniale anglaise, puis kenyane après l'Indépendance.

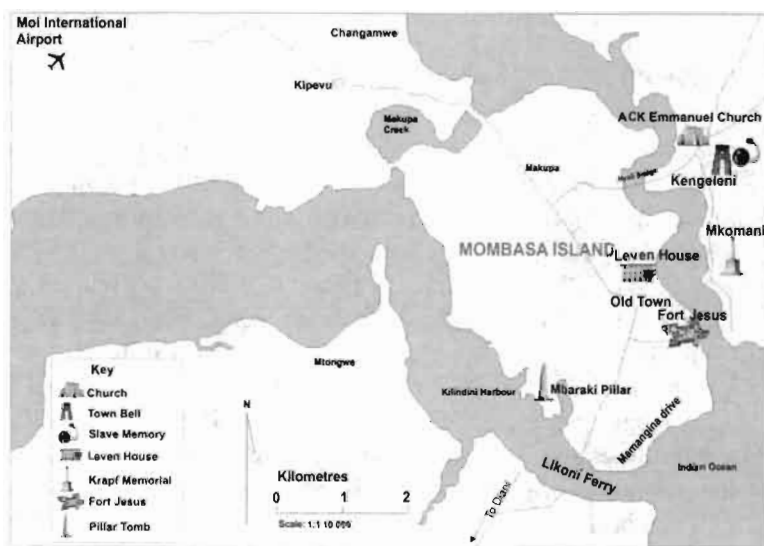
Afin de différencier les « Freretownians » des autres habitants de la zone », un cimetière est créé dans lequel un tombeau est alloué à chaque famille. Les descendants de ces premiers occupants de la mission continuent d'être inhumés dans ce lieu qui est un marqueur identitaire essentiel pour eux. Aujourd'hui, les trois éléments symboliques revendiqués par la communauté des « Frere » sont : l'église, construite par les esclaves libérés en 1896 ; la cloche « kengeleni » qui servait à appeler au service, rythmer la journée et à avertir en cas de danger et le cimetière où sont encore inhumés les membres du groupe. Le Bishop Royston note, alors qu'il visite Frere Town en 1878, que « The great bell hourly struck day and night by one of the settlement watchmen loudly summoned us to school and chapel ».

En 1907, l'esclavage est déclaré illégal à Mombasa et en 1914 la mission est réduite à une poignée de missionnaires qui s'occupe du prêche et de l'éducation religieuse. F. Morton est dubitatif sur les performances de la mission au début du XX^e siècle. Il estime que les esclaves libérés ont souffert d'un manque de prise en charge adéquat par les missionnaires qui ont suivi Price. Les archives de la CMS montrent également que l'on s'inquiète pour les gens de Frere Town à cette époque. Les jeunes édu-

sur collines boisées ou *kayas* dans le dessein de contrer ce danger en provenance du Nord. Trois autres *kayas* ont été ajoutées après. Cet ancrage autour neuf *kayas* a défini chacun des neuf groupes qui ont créé les Mijikenda. À Rabai un métissage important, contrairement à Frere Town qui a eu une politique plus exclusive, a permis dans l'ensemble leur intégration, mais de nombreux conflits d'usage ont surgi, révélant des crispations identitaires dans les rapports entre descendants d'esclaves et groupes *aravai* originels, menaçant la préservation des *kayas* aujourd'hui. Les *Wamisheni*, « ceux de la mission », sont toujours considérés comme étant « les autres » ou « those who came from abroad » : ceux venus d'ailleurs...

qués, hommes et femmes, ont été employés dans divers endroits, tandis que les plus indigents sont restés et habitent dans des conditions plus que difficiles (1907). Ils vivent dans des huttes délabrées et disposent d'une pension annuelle de 50 roupies perçues au titre de « Freed slaves », notamment lorsqu'il s'agit de *watoro*, souvent des domestiques femmes, qui n'ont pas eu d'autres toits que celui de leurs maîtres omanais avant leur affranchissement. Les missionnaires sont désabusés à leur sujet et appellent à l'aide l'évêque de Londres qui dénonce de fait les libérations trop hâtives d'esclaves, car ils ont, par la suite, des difficultés à s'intégrer et à trouver de quoi vivre. Il en réfère également au gouvernement arguant que cette terre avait été achetée pour les esclaves libérés et qu'on doit, au minimum, leur procurer vêtements et maisons à peu près décentes ¹.

Plan de Mombasa



Auteur : Okoko Ashikoye, NMK, Fort-Jesus Museum, Mombasa

Quelques années après, 600 acres de la mission sont vendus à des sociétés et particuliers européens et indiens. Le « New Frere Town » est créé entre 1928 et 1930 autour de Kisimani, sur la route de Mombasa-Malindi plus au nord, et chaque famille reçoit un quart d'acre. Certaines d'entre elles, plus aisées, achètent des terrains à Junda, Mjambere, Bombolulu et Maweni.

« The Church Commission of Kenya (CCK) held all Frere Town land under trusteeship. Until 1965 all land was under the CCK. The inhabitants of Frere Town were

1. Morton, 1990, p. 326-329. Archives de la *Church Missionary Society*, CMS, Birmingham CA 5/P de 1900 à 1934. P7. 1907-1918. 1907.

each given ¼ acre of land by the CCK who held all land under Trusteeship. The total of all this land accumulated to 50 acres. The owners of these 50 acres are required to pay rates; which they feel should not be the position as they are the owners of the land with valid titles. The rest of the land has been leased out by the CCK to various individuals »¹.

Dans les années 1970, lorsque le projet de pont reliant l'île de Mombasa à la côte Nord naît, le gouvernement kenyan demande la cession d'une part de la mission à l'administration anglicane et le territoire originel est placé sous l'autorité du *Government Trust Land*. Par la suite, certains bâtiments comme les dortoirs ou l'école de la Divinité (premier centre de formation des prêcheurs anglicans, transférés en 1929 à Limuru), là où maintenant se situe une station d'essence, ont été détruits et vendus à des intérêts privés... De fait, les descendants des esclaves libérés se sont sentis floués et les divergences avec l'administration anglicane, sur lesquels nous reviendrons en dernière partie, n'ont cessé de croître.

Histoires de vie...

Aujourd'hui, la communauté des « Frere » reste distincte des groupes locaux et elle peut se caractériser par l'existence de trois groupes : le premier est celui des « Africains de Bombay » qui a été le plus éduqué, parlant anglais et kiswahili et créant ainsi un clivage avec les autres groupes, du moins au départ. Une deuxième composante réunit les esclaves, principalement originaires du lac Malawi (« Nyassaland ») et sud de la Tanzanie, qui ont été libérés par les navires britanniques. Enfin, un troisième groupe rassemble les hommes qui sont venus travailler volontairement pour les missionnaires ou ont fui les situations de guerre et de famine, dont beaucoup viennent de Giriama et de Taïta. La mission a aussi accueilli des personnes originaires de la Barbade, du Sierra Leone et du Liberia employés initialement par les chemins de fer. Chrétiens, ils joueront un rôle actif dans la vie religieuse de la communauté de Frere Town et représentent environ cinq familles aujourd'hui.

Mais la conscience d'être « Freretownien » dépasse cette catégorisation. Celle-ci a été créée pour des raisons de clarté, sur la base des généalogies construites suite aux récits de vie donnés par les personnes interviewées. Après l'Indépendance, par patriotisme, la plupart de ces familles ont adopté des noms africains qui étaient de fait souvent le nom de l'ancêtre « originel », arrivé le premier à la mission. Lorsqu'ils ont gardé le patronyme anglais, c'est dans le but de conserver les avantages sociaux que cela leur procurait.

1. Elders Frere Town, novembre 2007; Mwambila, avril 2008.

Quelques familles représentatives

Walter Mbotela est la première personne qui a été interviewée. C'est une personnalité, un journaliste à la retraite, âgé d'environ 90 ans au moment des interviews. Il réside toujours dans la maison que ses parents ont construite à Freretown dans le quartier de Kisauni. Son grand-père, Mbotela, a été l'un des premiers esclaves libérés par les autorités britanniques. Son père, James Juma Mbotela, a écrit le livre « *The Freeing of the Slaves in East Africa* » dans lequel il raconte la vie des esclaves avant et après leur prise en charge par les missionnaires à Frere Town. Son neveu, Leonard Mambo Mbotela, est l'un des journalistes de la radio kenyane les plus fameux qui n'hésite pas à se faire le porte-parole de la communauté de temps à autres¹.

Walter Mbotela donne le récit de la capture de son grand-père dans son village du « Nyassaland » (autour du lac Malawi actuel) et du voyage pour Zanzibar. C'est au cours du voyage en direction des plantations omanaises ou bien du Moyen-Orient que certains bateaux contenant ces esclaves ont été interceptés par la Marine royale britannique, qui patrouillaient sur les routes du commerce des esclaves dans l'océan Indien pour faire respecter l'interdiction de la traite négrière proclamée en 1807 par le Royaume-Uni.

« Many descendants of the freed slaves have since left this area, but I am proud to be among the few who remained and own homes here. It's good to remain in touch with your history »².

Les **Manasseh** sont la deuxième famille d'esclaves libérés que nous avons interrogée. Deux de ses membres, Archibald (85 ans) et Edgar Manasseh (60 ans), tous deux retraités de la fonction publique, nous ont fait le récit de la venue de l'ancêtre originel depuis le Nyassaland. Songoro est arrivé à Frere Town à l'âge adulte. Avant d'être mis en esclavage, il était employé dans le transport d'ivoire. Il a par la suite été libéré par une patrouille navale britannique, installé à Frere Town et a épousé une autre ex-esclave, Teresa, également originaire du Nyassaland.

Il raconte que ses grands-parents ont eu quatre enfants : Emmy, Noah (son père), Saïdi et Gédéon. Noah, éduqué par les missionnaires, a enseigné le christianisme et a participé à l'œuvre évangélistique dans la région de Voi (environ 150 kilomètres vers l'ouest). Il est revenu par la suite à Mombasa et a été employé comme interprète dans les tribunaux près de Fort-Jesus où il a travaillé pendant 27 ans. Il a épousé Esther Mugurumali dont les parents étaient originaires de la Tanzanie actuelle. Le père

1. Mbotela, 1956.

2. Walter Mbotela, septembre 2006 et février 2008.

d'Esther a participé à la construction de l'église de Frere Town, ancrage identitaire majeur de la communauté.

Edgar Manasseh, le second fils de Frédéric Manassé, frère d'Archibald, est l'un des Freretownians qui est allé occuper des postes élevés dans le gouvernement du Kenya. C'est l'une des personnes qui exprime le plus farouchement les tiraillements identitaires de la communauté. Edgar est l'un des premiers diplômés de l'Université de Nairobi, en 1968. Il a ensuite rejoint la fonction publique et a exercé les fonctions de secrétaire permanent au Trésor (ministère des Finances). Lorsqu'il a été nommé « Chairman of the Board of Trustees of Kenya's National Social Security Fund », son ascendance servile a été pointée du doigt ; certains affirment qu'en dépit du fait que son père était né dans le pays, il ne pouvait prétendre être un vrai kenyan ¹. Cette discrimination sociale est un des thèmes récurrents des doléances des Freretowniens.

Les **Mitchelle**, sont une autre famille importante de Frere Town. Jonah Jeffrey Mitchell avait 92 ans lors des enquêtes. L'ancêtre originel est Mponda, venu de Nyasaland et d'abord installé à Rabai ². Lui-même est né à Bombolulu, quartier de Frere Town. Sa mère vient de Rabai, c'est une **Farrar**, autre lignée représentative. L'ancêtre des Farrar, connu comme Fundi Clement, est un des Africains de Bombay, éduqué comme maçon, dont la femme, Mary Bai (*bai* du hindi pour « professeur ») a enseigné à l'école maternelle. Mary et Clément ont eu six enfants, dont John qui était un charpentier. John et Clément sont allés à Rabai et ont participé à la construction des églises Saint Emmanuel (Frere Town) et Saint Paul (Rabai), avant de se rendre à Wesu dans les Taïta, puis dans la région d'Eldoret. Revenus à Frere Town, ils construisirent la maison familiale encore située près du marché de Kongowea. Enfin, les **Uledi** sont une autre famille très active de la communauté de Frere Town. Price et Fredrick Uledi (neveu et oncle) ont été interviewés. John Uledi (grand-père de Fredrick) serait venu de Tanzanie de la région de Tabora avec un missionnai-

1. Archibald et Edgar Manasseh, février 2008.

2. Rabai, à 30 km de Mombasa est une des premières implantations de la mission anglicane CMS (Church Missionary Society) dans ce qui est l'actuel Kenya et a, de fait, représenté un centre important de diffusion du christianisme en Afrique de l'Est. Elle a été créée en 1845 par le Dr Krapf, missionnaire luthérien, sur l'un des sites originels d'installation des populations côtières mijikenda, de langue bantou, dont l'ancrage identitaire est concrétisé par les formations forestières *kayas* considérées comme sacrées. En même temps que son action de propagation du christianisme, la CMS a recueilli des esclaves venus du lac Malawi et de Tanzanie qui faisaient l'objet de commerce dans l'océan Indien contrôlé par l'élite de Mombasa et de Zanzibar. Les implantations de la mission ont ainsi servi de refuge aux populations serviles qui travaillaient dans les plantations des grandes familles omanaises du sud au nord de la côte. Cf. également les travaux de F. Morton dans les années 1970-1980 (2008).

re blanc. C'est un Mnyamwezi qui a travaillé pour un refuge d'esclaves libérés comme cuisinier à Dar es Salaam. John se maria avec une Yao, Alice, la servante du missionnaire, et ils s'installèrent ainsi à Frere Town. Fredrick et Price Uledi sont les membres les plus actifs, porte-parole, aujourd'hui de la revendication identitaire liée au site de Frere Town ¹.

William Jones, une figure à part

Henry William Jones est l'un des premiers africains de Bombay à être revenu sur la côte est-africaine. C'est une personnalité très intéressante qui mérite que l'on s'attarde un peu sur elle. Il est à la fois connu pour son implication à Rabai et à Frere Town. Né Yao dans la région du lac Mala-wi, William Jones fut vendu à Kilwa et envoyé à Zanzibar, puis transféré à Bombay. En Inde, il est recueilli par un couple ayant établi un orphelinat pour jeunes garçons. À la mort de son bienfaiteur, il est pris, avec Ishmael Semler, un garçon ayant eu un parcours similaire, sous l'aile d'un missionnaire de la CMS, Gottfried Deimler, ami de Krapf et Rebmann. Ils se marient tous deux à des jeunes femmes Galla, esclaves libérées elles aussi. Mis au service de Rebmann, un des fondateurs de la mission de Rabai, vieillissant et aigri, Jones préfère rejoindre les *Universities Mission to Central Africa* (UMCA) de Zanzibar. En 1868, il est de retour à Mombasa pour la CMS et sert d'intermédiaire entre la mission et les populations Mijikenda mais, touché par la mort de sa femme, il démissionne et part en Inde. Lorsqu'il revient six années plus tard, c'est au moment où le révérend Price lance le projet Frere Town. En 1876, il est assigné à la mission de Rabai sous la direction d'Henri Binns et se consacre alors aux populations d'origine servile. Frere Town concentre à ce moment toute l'attention des missionnaires européens, tandis que Rabai est laissée dans les mains d'Africains, secondés par de jeunes femmes missionnaires britanniques ². À partir de 1884, il a l'entière responsabilité de la mission, étant apprécié par ses supérieurs pour son investissement personnel et ses qualités de prêcheur. L'évangélisation des Mijikenda repose sur ses épaules. Sous son influence, la mission grossit rapidement. De 1884 à 1888, le nombre de chrétiens baptisés quadruple, passant de 510 à 2 090. Croissance qui est attribuée entre autres au mouvement d'esclaves libérés recueillis à Frere Town, puis envoyés à Rabai afin de coloniser la terre.

Le problème est venu du fait qu'il contrevint aux règles de la CMS qui refusait l'accès de la mission aux *runaway* ou *watoro*, échappés des plantations côtières, groupes considérés à risque et dangereux. En octobre

-
1. Mitchell Mponda, janvier 2008 ; Alex Farrar, février 2008 ; Price et Fredrick Uledi, février 2008.
 2. Ballarin, « Rabai, à la croisée des chemins... », 2009, p. 183-197 et « Rituels et espaces de sociabilité féminine ... », 2008, p. 461-481.

1888, l'*Imperial British East Africa Company* (IBEACO) est établie sous la férule de George S. Mackenzie à Mombasa, alors sous l'autorité de la dynastie Busaidi de Zanzibar. Celui-ci se heurte à la colère des propriétaires d'esclaves de la côte, privés de cette main-d'œuvre servile, et oblige les autorités de la CMS à se pencher sur la question de ces *runaway*. Le révérend Price ne cache pas alors sa surprise lorsqu'il réalise, qu'à son insu, William Jones a recueilli, baptisé, confirmé une population d'environ 400 échappés des plantations. Nombreux sont ceux qui sont installés sur des portions de terre depuis très longtemps et ne veulent partir en aucun cas. Face à leur détermination et au danger que représente le risque d'implosion de la mission, Price et Mackenzie décident de répertorier chacun d'entre eux : 907 des 1 421 noms enregistrés sont *runaway* ; 656 vivent à Rabai. Les négociations avec les propriétaires aboutissent à leur compensation financière. Ils acceptent, en échange, de signer un certificat renonçant à toute revendication. Le premier janvier 1889, l'IBEACO délivre 1 421 certificats de liberté devant l'église de Rabai, (Saint-Paul Church, 1887), événement qui fait partie de la mémoire collective aujourd'hui¹. Malgré cela et jusqu'à l'abolition de l'esclavage en 1907, la compagnie britannique poursuivra cette politique et se contentera de ne pas froisser les grandes familles propriétaires d'esclaves continuant par ailleurs d'employer elle-même des populations serviles dans sa découverte de l'Afrique de l'Est², notamment sous le consul-général Arthur Hardinge, de l'*East African Protectorate*, qui succède à l'IBEACO en 1895.

William Jones, déçu et blessé, devra quitter Rabai après que les autorités de la CMS lui aient, peu à peu, enlevé tout pouvoir sur la mission. En 1898, il démissionne. Pour lui, les missionnaires « blancs », comme il les appelle, n'ont pas compris le combat mené pour la cause des esclaves libérés : « The natives have seen that, and have come to the conclusion that this white man has no interest in their being at Rabai where they have been settled peacefully all these years. The church sad though it is to speak of it ; is left empty. Ô Lord, have mercy upon us... »³. Ce constat amer est sans doute précurseur de ce qui arrive dans les années 1920-1930 à Frere Town lorsque, comme il l'a été mentionné plus haut, les prêcheurs issus du groupe d'esclaves libérés se plaignent du comportement de leurs supérieurs occidentaux, terreau des conflits contemporains.

À Frere Town, William Jones est connu comme « Fundi Jones ». La personne interviewée ne retient en mémoire que le fait que William Jones

1. « The slave masters were compensated with a total of £3500 of which £1300 was paid by the IBEAC, £800 contributed by the British Treasury, while the *Church Missionary Society* through Mr. Fowell Buxton paid £1200 and the *United Methodist Free Churches* gave £200 ». Cf. Morton, 1990, p. 116.

2. Sur ce point voir Morton, 1990 ; Cooper, 1980.

3. W. Jones, 9 mai 1899. G3 A5/13. Archives de la CMS, Birmingham.

ait été un des Africains de Bombay, a enseigné et fut éduqué comme forgeron ¹. Il n'est pas fait mention du rôle important qu'il a joué à Rabai qui semble avoir été occulté dans la mémoire de ses descendants. Mais notre informateur a pris le nom de « Bengo » en 1963, d'après la terre achetée par William Henri Jones à Rabai. Il est intéressant ainsi de constater que, même si les deux missions ont eu une destinée différente, les hommes et femmes recueillis par les missionnaires ont évolué entre les deux sites, soit pour cultiver, soit pour enseigner ou prêcher, soit pour bâtir et, même si les Freretowniens ont adopté un comportement plus endogamique, ils sont toujours liés quelque part à une famille de Rabai.

Témoignages féminins

Rosaline Farah est une vieille dame de 90 ans dont les deux parents, Henry William Farrah et Louise Farrah, sont tous deux venus de Nyasaland, « ...en quête d'aventure », dit-elle. Ils se sont rencontrés et mariés à Frere Town et ont eu quatre enfants. Elle-même s'est mariée à Elkana Young dont la famille est venue du Sierra Leone à Frere Town pour travailler dans la construction du chemin de fer et a servi également dans l'armée pendant la Seconde Guerre mondiale ². Dans sa jeunesse, Rosaline a joué et dansé les danses des « Nyassa » ³.

Durant la période coloniale, de nombreuses associations féminines de danse ont émergé à Mombasa. Certaines d'entre elles ont comme source les rituels de puberté originaires de Tanzanie et de la région du lac Malawi apportés par les esclaves, tel que *l'unyago* qui reste dans la mémoire des personnes interrogées. Beaucoup de femmes qui animaient ces groupes descendaient des populations manyema, nyamwezi, yao, makoa ou encore makonde réduites en esclavage. À la fin du XIX^e siècle, *l'unyago* était organisé lorsque débutaient les premières menstruations d'une jeune fille qui était introduite auprès de son éducatrice, plus âgée, nommée *kungwi*. Celle-ci allait lui enseigner la façon avec laquelle elle devait se protéger et l'hygiène féminine. Seules les femmes déjà initiées pouvaient participer et le rite était collectif et organisé dans la maison de l'une des éducatrices. Au cours d'un rituel qui durait environ sept jours et au travers d'une série

-
1. Jones Bengo, qui demeure aujourd'hui à Junda, à l'ouest de Frere Town, dans la maison originelle. Interview, janvier 2008.
 2. Les travaux de M. Strobel dans les années 1970 autour des associations de danses féminines et des rites de puberté à Mombasa sont ici d'un apport considérable (Strobel, 1979). Plus récemment, dans ses travaux sur les pratiques culturelles des descendants d'esclaves et des migrants de Stone Town à Zanzibar à l'époque coloniale, Laura Fair montre que le rituel *unyago* y était également connu et très spécifique de ces communautés. Fair, "Identity, Difference, and Dance...", 1996, p. 146-172 et Fair, 2001.
 3. Rosaline Farah, mars 2008.

de leçons, danses, chants et démonstrations, les jeunes filles étaient aussi initiées à la relation physique homme-femme et intégraient ainsi la société des femmes adultes. En même temps que les *kungwi* éduquaient leurs aspirantes¹, d'autres dansaient et chantaient de manière suggestive montrant ainsi la voie à suivre. La relation établie entre une jeune fille et sa *kungwi* durait toute une vie². Jusqu'à dans les années 1970, ces activités leur ont permis de se rassembler et de trouver une opportunité de socialisation informelle, non seulement à Mombasa, mais également à Zanzibar³.

D'une façon générale, l'enseignement féminin, les éléments liés à la sexualité sont restés associés aux populations d'origine servile⁴. À l'origine, ces pratiques ont remplacé le lien familial et social ; à l'heure actuelle, elles procurent amusement et prestige à leurs descendantes et ont élargi leur public. Mais *unyago* reste associé à la culture des esclaves. La fille d'un de nos informateurs, Sylvia, 31 ans, rapporte qu'enfant, elle pouvait être interpellée dans les rues de Frere Town Kisauni comme « Mnyasa » et montrée du doigt⁵. Lors d'interviews avec des hommes âgés, la danse *unyago* reste en mémoire comme étant venue avec les esclaves et vécue comme une façon pour les femmes d'aguicher, notamment par les mouvements des hanches⁶.

-
1. Autour de la prévention de la grossesse, la naissance, les soins aux enfants.
 2. Fair, "Identity, Difference, and Dance...", 1996, p. 152. Voici ce que A.H.J. Prins décrit pour le rite *unyago* pratiqué par les populations mrima de la côte swahili entre le sud du Kenya actuel et la région du Rufiji en Tanzanie : « The age of entry for girls is about thirteen or fourteen, when they are no longer *kigori* (little girl) but, with first menstruation, become *mwari* (maiden). Before being admitted into the *unyago* (or here also, *kumbi*), the six or seven girls who will live there together must already have spent some time (varying from one to six months) in the house of their *kungwi*. In any case, they share not only one lodge, but also the instruction of one the same 'wise woman.' The sole purpose of the girls' initiation is instruction in sexual matter, usually in the form of songs, dances and bodily movements. The period of instruction lasts from seven to ten days. In leaving, the nubile girl is received by rejoicing young women, who (in Zanzibar) carry sunshades and honour her with the *kungwua* dance. The relation between the *kungwi* and the girl, from initiation until marriage, is a very special one of the strictest subordination (except among the freer Bajun). The older woman is in almost every respect a sterner substitute for the parents, as is reflected in her term of address, *somo* ('patron') ». Prins, 1967, p. 108. Cette pratique qui existe toujours en Tanzanie continentale et autour du lac Malawi s'est « urbanisée » avec l'arrivée des esclaves dans les cités de la côte swahili, dont Stone Town à Zanzibar et Mombasa sur la côte kenyane. Le rituel de circoncision masculine est appelé *Jando*.
 3. Fair, "Identity, Difference, and Dance...", 1996 et 2001.
 4. Fair, 2001, p. 103-105. Elle fait ici également référence explicitement aux travaux de M. Strobel qui sont fondamentaux pour les années 1970. C'est ce que j'ai aussi présenté au cours d'enquêtes récentes réalisées à Rabai et Frere Town (avril-mai 2006).
 5. Sylvia est la fille d'Agnès, initiatrice *unyago*. Elles sont membres de la famille des Manasseh. Agnès et Sylvia, Frere Town, mai 2006.
 6. Agnès, initiatrice *unyago*, Frere Town, mai 2006 et décembre 2007 ; M. Chopeta, retraité de l'administration tanzanienne, descendant de Thomas Mapenzie, l'un des

Être « Freretwonien » : entre différence affichée, clamée et colère

Chaque interview, spontanément, a débuté par le récit de l'arrivée du « Great Grand Father »¹ venu d'ailleurs « from abroad »... L'histoire de Frere Town est, de fait, une mosaïque d'histoires individuelles qui a conduit à une identité et un passé communs. La diversité de leurs racines et le traumatisme vécu à l'origine ont abouti à un réflexe d'endogamie extrêmement fort, encouragé par les missionnaires européens. Les familles de Frere Town sont aujourd'hui toutes liées entre elles, comme par exemple les Jones, qui sont liés aux Farrar, Mwasi, Banks, Levis et Mitchellle... Et les exemples sont nombreux. Ce sentiment d'unicité est matérialisé par les trois éléments que sont la cloche (Kengeleni), l'église Saint Emmanuel ainsi que le cimetière situé derrière le marché de Kongowea, sur lesquels nous reviendrons.

Une culture à part

L'histoire racontée et les discours prononcés sur leurs ancêtres, ainsi que ces vestiges physiques entretiennent ce sentiment d'appartenance identitaire très particulier.

« The church is the symbol of unity. Everything revolves around the church. The church cannot stop one from worshipping. It's a very historical symbol and very sentimental to the Frere Townians. If there is no element of Frere Townians in the church then Frere Town disappears. There is nothing left as one can sell their plot. The church is the most integral part of the community »².

Autour de ces trois marques physiques, l'existence des habitants de Frere Town s'est organisée depuis la fondation de la mission, de la naissance à la mort, rythmant la vie collective et individuelle³. Chaque individu était baptisé, éduqué, marié dans cette église et enfin inhumé dans le cimetière adjacent. Toutes les activités sociales se déroulaient autour de la mission avec, une fois par an, l'organisation d'un grand marché (*soko la kanisa*) en septembre :

« They had a special church function "*soko la kanisa*". It was peculiar to itself. It was in the church area. It was around September each year when they would have the market. It was like a *harambee* where people would take their produce to the church. If one did not cultivate crops they would go and buy. It was like a thanks giving... It was a community affair »⁴.

premiers christianisés, venus du Malawi au XIX^e siècle, Rabai, avril 2006 ; W. Be Garero, *elder* aravai, Rabai, mars 2006.

1. C'est l'expression employée, en quelque sorte « l'ancêtre ».
2. Jimmy Kitau, février 2008.
3. « Anglican is their identity » : David Dzimba, mars 2008.
4. Edgar Manasseh, février 2008. Le terme *harambee* renvoie à l'entraide communautaire. Le président Jomo Kenyatta utilisa le concept à des fins politiques dans le but de rassembler les communautés et de « construire la nation ».

La cloche et l'église de Freretown



Auteur : Okoko Ashikoye, NMK, Fort-Jesus Museum, Mombasa

La particularisation de cette communauté s'exprime également, comme nous l'avons vu, à travers plusieurs autres éléments tels que l'imposition de l'anglais et du kiswahili et le nom donné par les missionnaires, la christianisation et certains traits culturels, que ce soient les réminiscences de leur origine comme l'*unyago* ou bien la création d'une nouvelle culture inspirée par la conscience d'être « Freretownien ».

« What happened is that people came from different communities from Nyasaland, Yao, Nyamwezi, Zaramu, etc. They are a mixture of different types of communities. These have intermarried and their common language is Swahili. But we are Freretownians ».

« We should be given some identity. I can't say that I am Giriama though I have a quarter Giriama blood and my grandfather went back to Vijakani in Giriama land and I cannot say I am Nyasa because my great grandfather came from there. I don't speak any of the languages of my forefathers. I speak Kiswahili and English. I am Freretownian »¹.

Chaque arrivant s'est vu attribué un nom anglais (Banks, Jones, Prices, Richards...) ² et a été converti au christianisme, ayant le sentiment de participer à la mission civilisatrice des missionnaires.

« All education in Kenya began at Frere Town. The missionaries were very generous. They taught everyone. From Frere Town, education spread to the rest of the country. Frere Town should be remembered as where things began and spread to the rest of the country. The Divinity School began at Frere Town. Christianity also began at Frere town. Thus the people of Kenya should remember this »³.

1. Archibald Manasse, février 2008.

2. Comme cela a été évoqué plus tôt, la plupart des habitants de Frere Town ont adopté des patronymes plus "africains" tels que Bengo, Uledi, Mokwena... à l'Indépendance.

3. Famille Levi, mars 2008. L'école de la divinité a été transférée à Limuru en 1929. « St. Paul's has a long-standing reputation, which is known and respected for providing high quality training of theologians and pastors for service in the Christian Churches.

De fait, le diocèse d'Afrique de l'Est a été formé en 1884 incluant l'Ouganda, le Kenya et le Tanganyika avec James Hannington comme premier évêque. Ishmael Semler et Henry William Jones, tous deux venus de Bombay, sont devenus les premiers Africains à être ordonnés. En 1889, « the Anglican Divinity training for Evangelists » ouvre ses portes à Frere Town et sera un instrument essentiel de l'expansion du christianisme en Afrique de l'Est. Une fierté évidente émane des personnes lorsqu'on les interroge à ce sujet. Elles partagent toutes ce sentiment de précurseur fondé sur le fait que leurs ancêtres ont bâti les églises au Kenya et qu'ils ont exercé les premiers des fonctions d'enseignement et d'administration. « They were the agents of "civilization" »¹. Les Freretowniens ont ainsi créé, sous l'égide des missionnaires, une culture à part, très européanisée et très présente dans la mémoire collective. Un sentiment d'être « à part » qui est encore bien vivace aujourd'hui.

« What happened when the settlement was established at Frere Town for the sake of communication the missionaries taught them Swahili and English. Thus Frere Town became like a small white's country. Thus their vernaculars as well as their traditional practices from their places of origin of the ex-slaves faded away. This was replaced by Christianity and European culture »².

« There are specific occasions when all Frere Townians came together. There were competitions in the mode of dressing during Christmas, Easter. These styles are peculiar to the Frere Townians. The culture of the Frere Townians was an example to Nairobi ».

« They had jazz music that would be played during weddings and rumba. They had a band. There are many people from different tribes that intermarried and spoke only English and Swahili »³.

« The Frere Townians are the ones who began civilization in the interior of Kenya e.g. an old woman recounted that people would buy trousers and go to her to be taught how to wear them as they used to wear them with the fly backwards as to them it was easier to open when going to the bathroom »⁴.

Approximately 50 students graduate each year, many taking up positions of leadership within a relatively short time. In various parts of Africa many Churches leaders, such as Bishops, Moderators, General Secretaries and even Archbishops have been trained at St. Paul's. The origin of the College goes back to the early years of missionary work in East Africa. In 1875 the Church Missionary Society (CMS) founded a settlement for freed slaves at Frere Town, near Mombasa. In 1888, the Rev. E.A. Fitch began a Divinity class designed to offer some practical skills and Christian leadership training to these freed slaves. The Divinity class offered training to six teacher-evangelists who were ordained deacons. Thus began the training of Africans for the ordained ministry of the Christian Church », BBC News, 26 mars 2007.

1. Edgar Manasseh, février 2008.
2. Jimmy Kitau, février 2008.
3. Jimmy Kitau, février 2008 ; Éric Levi évoque la rumba, le calypso... Ce petit quartier de Frere Town, Nandi Square, se situe derrière le marché de Kongowea ; c'est là où se produisaient tous ces divertissements.
4. David Mwambila, avril 2008.

Un autre témoignage intéressant est celui du révérend Demla, qui a des origines makoa, au nord du Mozambique. Son ancêtre a été envoyé à Bombay par les missionnaires de Frere Town et a ensuite exercé comme pasteur à Rabai à partir de 1901¹. Il est connu sous le nom de Révérend Joseph Daimler... nom qui a été par la suite simplifié afin de paraître plus « africain »... En 2006, lors de la première interview, Demla était lui-même pasteur. Il a été par la suite transféré pour des raisons liées à la gestion des revenus de l'église Saint Emmanuel.

« The constitution of the church says the church belongs to everyone but it's thought that the Frere Townians have a special place in the church. If they are removed from the church then they are nothing. The Frere Townians identify themselves with the church. They have no place to go.

The church belongs to anybody. They have intermarried. They have a character that is very different. They have some pride in being born in Frere. The Bombay Africans say they are Bombay born. They look down at the locals.

In Frere Town they have their own clan. The Manasseh's, the Mbotela's, etc. They feel they are very important because they were taken to school by the missionaries. At that time they had European clothes put on ties and walked majestically. The missionaries made them feel this way. They were school teachers teaching class 1-4 and could calculate very well. Many of them were taken to work in the post office as clerk, court clerks, telephone operators, post masters because they had been taught by the missionaries. They are people who feel that they are special... It is important that someone thinks that they are special »².

La revendication identitaire

C'est sur cette base qu'en août 2007, un groupe formé de descendants d'esclaves et se revendiquant comme tels, s'est enquis, auprès du directeur du musée de Fort-Jesus à Mombasa de la possibilité d'inscrire leur communauté comme « patrimoine national » par les autorités des *National Museums of Kenya* au même titre que l'église Saint Emmanuel et la cloche de Kengeleni (le cimetière n'est pas encore reconnu comme patrimoine kenyan malgré leurs efforts). L'objectif est la reconnaissance officielle de leur statut particulier comme « descendants of the slave community » ou « the Frere community », ou encore en tant que « 43^e tribu » du Kenya. Aujourd'hui, ceux que l'on appelle « les Frere » estiment subir un double préjudice : d'une part sur leur origine « descendants d'un groupe servile » et d'autre part, par le fait qu'ils sont privés symboliquement et matériellement du bénéfice qu'ils pourraient tirer de ce patrimoine, puisque la gestion de l'église est entre les mains des autorités de l'*Anglican Church of Kenya* (ACK).

-
1. Il semble que Price ait accueilli d'abord des Makoa à Frere Town, estimant qu'ils disposaient de meilleures capacités d'apprentissage : les Makoa, selon Price, « ... are said to be more susceptible of training than many other tribes » (Morton, 1990, p. 61).
 2. La seconde interview date de 2008.

Une des situations qui procurent toutefois beaucoup d'amertume est le fait qu'ils ne peuvent afficher leur identité telle qu'elle est. Par exemple, le gouvernement kenyan requiert l'origine de chacun dans le processus d'obtention de pièce d'identité. Beaucoup d'entre eux ont dû mentir ou ont emprunté l'origine mijikenda d'un de leurs parents pour obtenir leurs documents personnels. Lorsque l'origine « servile » est mise en avant, elle pose problème. Elle surgit lors d'enjeux sociaux et/ou politiques par exemple lors de l'obtention d'emploi public et de responsabilités politiques, comme l'atteste le cas d'Edgar Manasseh ou le témoignage de Jane Taylor.

« This is a difficult position. They call themselves Frere Townians. Unfortunately Frere Townians are not recognized as a tribe especially when seeking identity. As such they are forced to take up local tribes e.g. they were forced to state that they were from the Fondo family to ease obtaining identification. They would take Mr. Fondo when taking an I.D. to stand for them as their relative ».

« When obtaining an identity card persons are required to state their place of birth and origin. They are also supposed to state their family and tribe as well. For the Freretownians the process takes long as one is required to go back to their community to determine where his place of origin is. Those who use their original tribes have difficulty obtaining an identity card and passport. The people of Frere Town face a lot of discrimination based on their identity e.g. Edgar Manasseh is Mnyasa. Once appointed as chairman of the National Social Security Fund (NSSF), this brought squabbles in Parliament on his tribal issues until Chirau Mwakwere came to his defense stating that he is a Kenyan »¹.

Ce sentiment de discrimination, cette colère sourde sont renforcés par la bataille juridique que se livrent les membres de la communauté et l'administration de l'ACK afin d'établir les droits de propriété de l'église et des terrains adjacents.

La vente de la quasi-totalité du territoire de la mission dans les années 1930 et la construction du pont de Nyali ont laissé un souvenir douloureux. Les Freretowniens se sont constitués depuis 2003 en association « The Freretown Community Association », dans le but de recouvrer les droits de propriété sur les bâtiments gérés aujourd'hui par l'église anglicane. Ils ont, de plus, acquis un lot de deux acres de terre près du territoire originel de la mission et y ont construit une école primaire « Binns Primary School ». Le conflit est venu du fait que l'ACK estime que l'église et les biens attenants doivent être gérés par la constitution anglicane et auraient pris possession des titres légaux, d'où la colère des Freretowniens.

En 2007, la position de l'église était plutôt radicale : « Instead of being grateful to the church for rescuing and resettling them, they want to seek a share. There is no day a laborer can claim equal shares with the master »² argumentant le fait qu'à partir de 1951 toutes les propriétés de

1. Jane Taylor, mars 2008.

2. Selon *The Sunday Standard*, du 27 septembre 2007, pour l'administration de l'église, les "Binns School" et "Frere Primary School", près de l'école publique de Kisimani

l'église sont gérées par « the Trustees of Church Commissioners of Kenya ». Pour les membres de la communauté de Frere Town, cet argument n'est pas recevable, puisque l'église a été construite par leurs ancêtres qui se sont occupés de ses biens et de ses ouailles et qu'il s'agit là d'une part d'eux mêmes et de leur histoire. En août de la même année, l'antagonisme prend une nouvelle tournure avec la fermeture de Saint Emmanuel, empêchant ainsi le service religieux, par la communauté des « Frere » qui ont porté l'affaire en justice. Ils dénoncent la monopolisation du leadership et le manque de transparence dans la gestion des biens de l'église par une administration anglicane, souvent originaire des hautes terres et/ou de la capitale, dans laquelle ils ne se reconnaissent pas.

« They do not know. That is what they are trying to find out. The ACK Church was built by Mzee Muchira ¹. Their grandmother also helped to physically build the church. All the problems have arisen due to the lack of knowledge of the contents of the agreement. Mr. Muchira built the pews in the church without one screw. This was the level of skill that they learnt from Bombay.

At Independence, Frere Town had its own Native council. It used to get grants from the UK. If it was a big area then it would have been made a district on its own. The people were from outside then the Municipal council became a trustee of Frere Town and subsequently they sold most of the land.

When Nyali Bridge was built, the church at Emmanuel was to be demolished to pave way for three lanes. The Japanese were ready to build a similar one at Frere Town. The old men refused but the school and the dormitories were destroyed. They paid compensation to the church due to reclaiming of the land to the church elders. The money was handed to the CMS yet they have never known what it was used for » ².

« There are many tribes in Frere Town today that worship in the church. If it was not for the original Frere Townians building the church, they would not have a place to worship. It is because of the education that the first Frere Townians received from the whites that they were able to build the church. Some were masons, carpenters, blacksmiths who helped to build the church.

They have been unfair to the Frere Townians because the Frere Townians allow others to worship and do not discriminate. They say that they have contributed financially to the church yet the Frere Townians have supported the church since time immemorial.

The issue of gazettment and ownership as well as change of buildings troubles the Frere Townians. There is need for elaboration of the advantages and disadvantages of gazettment and what it entails » ³.

dans l'ancien territoire de la mission, ont été construites avec l'argent de l'église et celui de la communauté des chrétiens. De fait, ces bâtiments n'appartiennent pas à un groupe en particulier.

1. Ishmaël Mwochira fut l'un des Bombay Africains, charpentier de renom, qui participa à la construction de Saint Emmanuel mais aussi de Saint Stephen de Nairobi.
2. Jimmy Kitau, février 2008 ; David Mwambila, avril 2008. « ...Kengeleni Primary School. The school was there before the church was built. The school is also where Rev. Mwambila went to school. It was destroyed to make way for the Nyali Bridge during its construction ».
3. Marie Kapeku, mars 2008.

Aujourd'hui la cloche (monument national) qui servait à avertir en cas de danger est séparée de l'église Saint Emmanuel par une route à quatre voies qui la touche de très près. Les NMK ont clos récemment le petit terrain sur lequel elle se trouve, mais le lieu reste fragile puisqu'il est situé tout près d'un arrêt de bus et en face du marché populaire de Kongowea. Le cimetière, qui se trouve juste derrière le marché, est en état de délabrement certain (tombes endommagées, squatters, débordement des stands sur le terrain...). La demande auprès des autorités des musées est aujourd'hui claire :

« Fort Jesus [le musée] should help the Freretownians to preserve the church. At the cemetery many graves for the CMS officials and the first missionaries have been destroyed. These should be restored »¹. « The Frere Town settlement used to be recognized by the Government but today it is dilapidated thus they would like there to be some form of planning in order to restore its lost glory »².

Beaucoup de structures telles que les maisons des premiers descendants sont encore visibles aujourd'hui. Une des requêtes du groupe est de créer un musée et d'élaborer un parcours de visite pour les touristes locaux et internationaux, se fabriquant, volontairement, une image « d'ex-esclave », à vendre en quelque sorte...

Conclusion

Alors qu'il est perçu comme venu d'ailleurs et toujours stigmatisé, ce groupe de Frere Town affiche une identité particulière, se constitue en communauté spécifique à l'histoire douloureuse et revendique des droits sur la terre achetée pour ses ancêtres et une partie des bénéfices de l'église. Il demande à être « vu » et reconnu légalement. Cette situation inédite révèle plusieurs enjeux sociaux de fond tels que ceux liés à l'attribution de terre : les descendants de la communauté des « Frere » estiment que le territoire autour de la station missionnaire leur appartient dans la mesure où il a été acheté pour leurs ancêtres qui y ont consacré leurs vies. La relation houleuse avec l'autorité anglicane est un autre facteur important : le groupe est, jusqu'à nos jours, en conflit avec l'église pour le partage des bénéfices et le contrôle du culte. Cela révèle que l'impact de l'église sur cette communauté depuis le début du XX^e siècle, après la phase de sauvetage et de création de la mission, a pu être négatif, suscitant une incompréhension et hostilité mutuelles qui ont été renforcées avec l'arrivée de migrants chrétiens également venus des hautes terres et de l'ouest du Kenya (Luo, Meru, Kikuyu...) pour travailler, notamment

1. Famille Levi, février 2008.

2. David Mwambila, avril 2008. Cette idée de « monde perdu », de gloire passée est récurrente dans le discours des personnes interviewées.

dans et pour le port de Mombasa. D'un autre côté, l'administration anglicane envoie désormais un clergé « étranger » à Frere Town avec lequel le groupe entre régulièrement en conflit.

Les questions ethnique et foncière sont de fait sous-jacentes et renvoient à l'histoire politique du Kenya depuis l'époque coloniale. Dans cette colonie de peuplement, le problème de la terre est un enjeu crucial et ancien. Il domine la vie politique du pays depuis au moins les années 1930, avec deux moments particulièrement douloureux, ceux des Mau Mau (décennies 1940 et 1950) et des tensions des années 1990. Il est également intimement lié à la construction des revendications nationalistes et d'exclusivisme foncier ethno-régional (réserve ethnique et terre blanche durant la colonisation, idéologie Majimbo « fédérale » à partir de l'Indépendance). Malgré ses spécificités, la côte kenyane n'échappe pas à cette question. Lieu de très forte migration de l'intérieur, l'accès à la propriété foncière y est particulièrement conflictuel et se construit, comme dans le reste du pays, en termes de revendication fondée sur l'ethnicité et la propriété, ainsi que l'opposition allochtone / autochtone. Lié à des enjeux électoraux, ce contexte peut même aboutir à des violences terribles comme durant les épurations ethniques de 1997 à Likoni (banlieue sud de Mombasa à l'opposé de Frere Town au Nord) ¹.

Dans toutes les sociétés post-esclavagiste, l'accès à la terre des anciens esclaves est un enjeu primordial. Comme F. Cooper l'a montré pour la côte kenyane dans les années 1980, en limitant les droits fonciers des ex-esclaves, le pouvoir colonial espère les contraindre à travailler pour les anciens maîtres ou pour les Européens ². La relation entre la CMS et ses protégés d'origines serviles s'inscrit clairement dans ce contexte. Vis-à-vis des autorités religieuses, les ex-esclaves ne sont que des tenanciers pour ne pas dire des squatters, d'où les tensions et rancœurs accumulées.

Les anciens esclaves et ceux qui leur succèdent, les migrants libres coloniaux et postcoloniaux, font l'objet aujourd'hui encore du dédain de la part de certaines populations côtières, notamment islamisées. Dans leur esprit, les « droits et avantages » dont ont pu bénéficier les Freretownians, collaborateurs de choix de la domination coloniale, sont liés aux spoliations foncières coloniales. Dans le contexte actuel, ces derniers sont donc pris entre le marteau et l'enclume. Ils sont condamnés à l'extériorité dans la société côtière sans refuge à l'intérieur. F. Morton et T. Herlehy ont étudié ces questions dans le contexte plus rural de Rabai ³. En milieu ur-

1. Médard, 1999, p. 239-243. Je remercie Henri Médard pour ses remarques très enrichissantes à ce sujet.

2. Cooper, 1980.

3. Herlehy & Morton, "A Coastal Ex-Slave Community...", 1988.

bain, à Frere Town, pour répondre à ces enjeux, les descendants d'esclaves, en phase avec l'idéologie identitaire ambiante, demandent leur transformation officielle en (micro)ethnie et retournent ainsi les arguments de l'autochtonie contre l'église, les autres côtiers, mais également les migrants de l'intérieur. Les emprunts aux revendications, à beaucoup plus grande échelle, d'exclusivisme ethnique majimboiste, conduite par le régime Moi et ceux qui s'en revendiquent, en particulier dans la Vallée du Rift, sont évidents¹.

Reste la question de la revalorisation patrimoniale... Ce qui nous intéresse ici est de comprendre comment les populations d'ascendance servile interprètent leur passé au travers des traces matérielles et immatérielles dont elles disposent et quel usage elles en font en termes d'appropriation et/ou de contestation, notamment lorsque ces éléments sont sous le contrôle d'une institution gouvernementale et ouverte aux étrangers. L'appel aux autorités des *National Museums of Kenya*, avec l'idée de développement d'un tourisme culturel centré sur la valorisation du patrimoine lié à la mémoire de l'esclavage et de la traite, participe à la mise en œuvre de politiques de représentations locales et nationales. Il s'agit là, sans conteste, d'un des enjeux en présence dans la mesure où l'image de l'esclave sera repensée comme une des ressources de construction d'une identité locale et de mise en représentation de la spécificité historique et culturelle de ces groupes. N'est-ce pas également un enjeu national lorsque les touristes sont kenyans eux-mêmes, venus des hautes terres ou de l'Ouest et qu'il s'agit de prendre en compte les clivages ethniques et les stigmatisations possibles, parfois violents comme l'ont montré les événements qui ont suivi les élections présidentielles de la fin 2007 ?

De fait, les recompositions sociales dans un site tel que Frere Town jouent sur des rapports de domination, qui s'alimentent de valeurs culturelles et historiques. Le sentiment d'une identité niée et flouée persiste à l'heure actuelle. Elle est exprimée souvent de façon violente, comme en 2007. Le traumatisme originel flotte autour de ce lieu et évoque l'idée de « lieu de deuil », suggérée par La Capra : « a "place of working through trauma" »². La mémoire autour de Frere Town, ainsi affichée, ainsi revendiquée, permet d'affirmer publiquement les valeurs du groupe et de l'individu, à restaurer la dignité et l'estime de soi..., comme si l'exposition allait atténuer la blessure.

1. Médard, 1999 ; Connan, 2005 ; Lafargue & Katumanga, 2008.

2. La Capra, 1998, p. 44.

Kiriama H., Ballarin Marie-Pierre.

La "43e tribu" : héritage de l'esclavage au Kenya (Frere Town - Mombasa).

In Médard H. (ed.), Derat M.L. (ed.),
Vernet T. (ed.), Ballarin Marie-Pierre (ed.).
Traites et esclavages en Afrique orientale
et dans l'océan Indien.

Paris (FRA) : Karthala, 2013, p. 317-337.

(Esclavages). ISBN 978-2-8111-0913-4